Municipales en France: le Front de Gauche face aux droites

Les élections municipales des 23 et 30 juin ont constitué le premier test électoral à l'échelle nationale depuis l'élection présidentielle de 2012. Pour François Hollande et le Parti socialiste, les résultats ont été sans appel. Globalement, les électeurs se sont servis de ces élections pour sanctionner. C'était la facture pour deux ans de promesses abandonnées et un tournant de plus en plus net vers une politique néolibérale.

Pour une partie importante de l'électorat, cette sanction s'exprimait par l'abstention (38% au premier tour, 36% au deuxième). Il est clair que ce sont surtout les électeurs de gauche qui se sont abstenus : dans les banlieues populaires de la région parisienne le taux d'abstention dépassait les 40%, et parfois les 50%.

Le premier tour marquait déjà un sérieux revers pour la gauche. On aurait pu penser que pour le deuxième tour il y aurait un sursaut, une mobilisation des électeurs de gauche. A quelques exceptions locales près, ce ne fut pas le cas. En fait, le deuxième tour était pire que le premier: c'était la plus grosse défaite de la gauche dans ce type d'élection de l'histoire de la Ve République. La gauche a perdu 151 villes de plus de 10.000 habitants, l'UMP en a gagné 142.

Colossale raclée du PS

Parmi les villes perdues par la gauche on trouve Toulouse,

Angers, Amiens, Saint-Etienne et même Limoges, ville ancrée à gauche depuis un siècle. Il y a bien sûr des rescapés. La gauche garde Paris, Lyon, Strasbourg, Nantes et Lille (mais en perdant Roubaix et Tourcoing dans l'agglomération). Certaines de ces résultats s'expliquent sans doute par de bons bilans municipaux. Mais globalement, à l'issue de ces élections, le bloc de droite autour de l'UMP se trouvait avec 13,84 millions de voix contre 11,38 pour le bloc PS et alliés.

Les forces situées à gauche du PS ont mieux résisté, mais elles sont loin d'avoir été épargnées. Un des points marquants de ces élections était le manque de visibilité du Front de gauche en tant que force politique nationale. La raison principale en était certainement la décision du PCF d'aller à ce scrutin en alliance avec le PS dans un nombre important de villes, avec notamment le cas emblématique de Paris. Il est difficile à donner un chiffre avec exactitude pour les résultats du Front de gauche.

A gauche de la gauche: le handicap de la division

Mais en prenant les listes comprenant tout ou une partie des composants du FDG, qu'elles soient intitulées PCF, FDG, PG ou autre, on arrive a un million de voix. D'après une analyse du journal Le Monde, ces listes ont fait en moyenne 10,7% dans les villes où elles étaient présentes. Ce chiffre recouvre de grandes inégalités entre les villes. En particulier les listes étiquetés PCF ont fait de meilleurs scores (24,97% en moyenne) que ceux étiquetés Front de gauche (9,32%) ou PG (6,04%).

Dans ces élections, le PCF a pourtant perdu un quart de ses conseillers municipaux, sans qu'on puisse dire pour l'instant combien ont été perdus en alliance avec le PS et combien dans des listes autonomes. Il perd aussi 48 villes mais en gagne 12. Parmi les pertes, certaines sont douloureuses. En Seine-Saint-Denis, au cœur de ce qui était la banlieue rouge, le PCF perd Bobigny, Blanc-Mesnil et Saint-Ouen. Mais des listes FG

regagnent deux des villes les plus importantes du département, perdues en 2008, Aubervilliers et Montreuil.

Des résultats difficilement déchiffrables

Et à Saint-Denis, la liste du maire sortant (PCF-FG) bat de justesse une liste PS qui s'était maintenue et a certainement profité des voix venant des listes de droite éliminées au premier tour. Le résultat de Grenoble mérite d'être noté particulièrement. Dans un certain nombre de villes le PG a cherché à nouer des alliances avec des Verts. A Grenoble il y a eu en effet une liste EELV-PG-Ensemble (un autre composant du FG). Arrivée devant la liste PS (soutenu par le PCF de la ville) au premier tour, cette liste a remporté la mairie au deuxième.

Pas la déroute donc, mais on ne peut certainement pas dire que le Front de gauche ait tiré profit de la débandade du PS ni qu'il soit apparu comme une force politique nationale dans ces élections. L'heure des bilans va sonner, pour le FG et pour chacune de ces composantes. Mais sans doute pas tout de suite. Car la campagne des européennes commence déjà. Elle s'annonce compliquée.

Au niveau national et dans les villes où le PCF est parti avec le PS et où d'autres composantes du FG ont présenté une liste autonome, les relations sont tendues. Et à sept semaines du scrutin du 25 mai, les listes Front de gauche ne sont toujours pas bouclées.

Marche ardue vers les européennes

Si le grand vainqueur de ces élections a été la droite traditionnelle, nous avons aussi assisté à une progression du Front national. Il est inutile de le nier, comme certains à gauche semblent tentés de le faire. Par exemple, il est vrai que le nombre de villes où le FN a présenté des listes, autour de 600, est le même nombre que le Front de gauche. Mais avec ces listes, dans des villes bien ciblées, il a ramassé 1,7

millions de voix.

Et il a pris une douzaine de villes, davantage que dans n'importe quelles élections municipales jusqu'ici. La plus grosse prise a été le 7e secteur de Marseille, avec une population de 155.000 habitants, qui sera dorénavant dirigé par un maire et un conseil FN.

Bien qu'il soit vrai qu'une bonne partie des voix du FN vienne d'électeurs de la droite, il faut aussi reconnaître qu'une partie vient des couches populaires. Et les élections européennes vont lui donner l'occasion de se présenter partout, les sondages le mettant devant le PS, avec même la possibilité qu'il émerge comme premier parti en France.

Alors qu'il est évident que les électeurs de gauche ont déserté le PS à cause de sa politique néolibérale, la réponse d'Hollande indique plutôt qu'il va accentuer son cours actuel. En nommant Manuel Valls comme Premier ministre, il a choisi le dirigeant du PS le plus droitier, non seulement par sa politique sécuritaire en tant que Ministre de l'Intérieur depuis deux ans, mais aussi sur les questions économiques et sociales.

On ne change pas une stratégie qui perd

Valls ne cache pas son admiration pour Tony Blair et sa nomination a ravi les cercles financiers internationaux. Au PS, c'est moins sûr. Aux primaires, pour la nomination présidentielle en 2011, il a fait 6%. Déjà, sa nomination a provoqué une crise chez les Verts d'EELV. Alors que les parlementaires du parti voulaient rester au gouvernement, le bureau exécutif a voté contre. Au PS, même l'opposition à la politique d'Hollande monte.

Le courant « Maintenant la gauche » a envoyé une lettre ouverte à Hollande pour exiger un changement de cap et « un tournant économique majeur », signé par plusieurs membres du Bureau national du PS et par Paul Quilès, ancien ministre de

François Mitterrand. Il semble clair qu'un certain nombre de députés PS vont refuser d'accorder la confiance à Valls, en votant contre ou en s'abstenant. Quant au groupe parlementaire FG, il votera contre.

Hollande/Valls: à droite toute!

A un moment où le cours droitier d'Hollande s'accentue, il est important que le Front de gauche tisse des liens avec la gauche du PS et des Verts et qu'il réapparaisse comme force politique nationale. Une grande manifestation contre la politique d'Hollande aura lieu à Paris le 12 avril, soutenu par le Front de gauche mais aussi par le NPA et d'autres forces et par de nombreux responsables syndicaux.

C'est bien, c'est nécessaire. Mais c'est aussi nécessaire que le pôle politique représenté par le Front de gauche dans une série d'élections de 2009 à 2012 se manifeste de nouveau par une bonne campagne et un bon résultat aux élections européennes. Ce n'est vraiment pas le moment de laisser prévaloir les ressentiments de la campagne des municipales ou de se chamailler sur des têtes de liste.